

dfi analyse
La fin d'une campagne de cauchemar – Les élections européennes en France – page 1

dfi informaton
L'Europe en mouvement ? 11^{ème} Dialogue Franco-Allemand de la Fondation ASKO EUROPA à Otzenhausen – page 3

Elections européennes : analyse de la situation actuelle – Seite 4

www.rhino-rhinsup.eu



Rhino marche tout seul !
 – page 4

Friedrich Schiller – citoyen du monde – page 4

Relations professionnelles dans les services publics : Une journée d'étude franco-allemande – Seite 4

dfi service
Présentation du livre : Les médiateurs invisibles – page 5

Frankreich Jahrbuch 2008 (annuaire sur la France) – page 5

Un nouveau visage au bureau parsien du dfi – page 5

Agenda – page 5

La fin d'une campagne de cauchemar Les élections européennes en France

dfi analyse

Officiellement, la campagne pour les élections européennes a démarré le 25 mai. Le cauchemar ne saurait durer longtemps, histoire de minimiser les risques d'un vote sanction contre Nicolas Sarkozy et le gouvernement Fillon. Pourtant, les résultats des élections dites « européennes » ont fini par surprendre. De quelque façon, la présidence française de l'Union Européenne pendant le deuxième semestre 2008 n'a pris sa vraie fin que le 7 juin. Elle a sans doute servi à Nicolas Sarkozy et l'UMP à remporter les élections du week-end dernier avec 28% des voix. En effet, c'est la première fois depuis l'existence même de ce scrutin que le parti gaulliste devance largement le Parti Socialiste (16,8%), dont le score s'est presque divisé par deux par rapport à 2004 (29%).

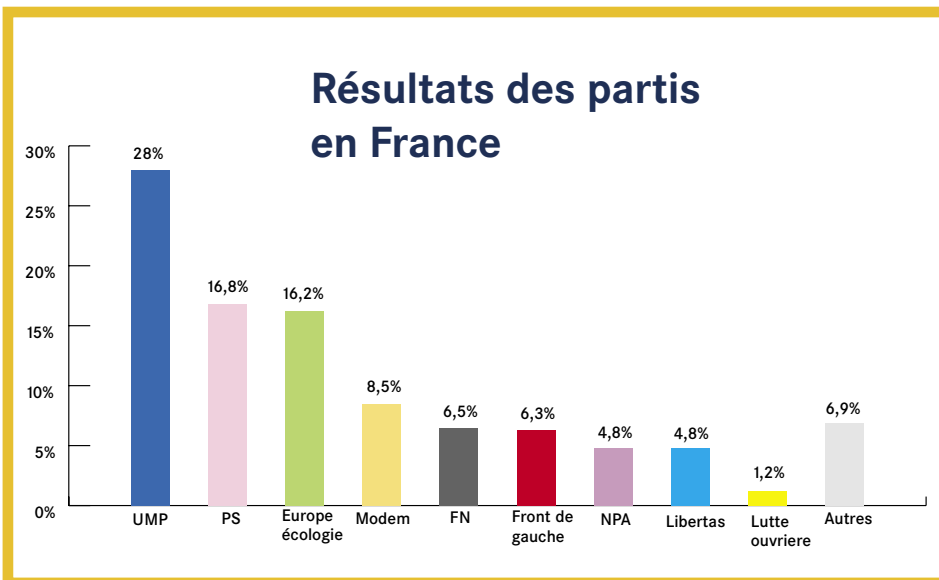
rabibochage médiatique des dernières semaines n'a pu convaincre l'électeur.

Bien que les élections européennes soient toujours perçues comme un test national, l'électeur reste cependant sensible au fond européen qu'il trouve dans tel ou tel parti. Ainsi, le MoDEM, parti centriste avec des racines chrétiennes-démocrates d'il y a belle lurette, a sacrifié son héritage traditionnellement européen sur l'autel des ambitions présidentielles de son leader François Bayrou. Sa seule « victoire » personnelle a été d'avoir temporairement piqué aux socialistes le rôle du premier opposant au Président de la République. Sauf que Bayrou s'est trompé d'année et d'enjeu, les élections présidentielles ayant lieu en 2012.

L'autre gagnant s'appelle Daniel Cohn-Bendit. Doté d'une crédibilité incontestable d'incarner les thèmes verts – maîtrise du changement climatique, développement durable, lutte anti-OGM –, il a été le seul à avoir mené une campagne véritablement européenne. Avec plus de 16 %, Europe Ecologie se trouve sur un pied d'égalité avec le PS et le dépasse même dans quelques grandes régions, comme en Ile-de-France ou dans le Sud-Est. Le PS est victime de ses divisions internes entre les camps de Martine Aubry et de Ségolène Royal, dont le

Il y a deux effets secondaires à cette élection : premièrement, l'extrême gauche ressurgit lors de ce scrutin peu européen, mais ce n'est pas le très médiatique Olivier Besancenot qui se voit récolter la plupart des voix (4,8%). Le sénateur Philippe Mélenchon (Front de Gauche) sera, en revanche, représenté avec 6,3% des voix et 4 sièges au Parlement Européen. Deuxièmement, l'extrême droite, elle, ne cesse de perdre en voix depuis que la droite républicaine s'est accaparée des thèmes de l'immigration et de l'insécurité, les deux réactivés dans la campagne qui

Lire la suite à la page 2



Suite de la page 1

effectivement n'a duré que quelques semaines. Les souverainistes ont perdu leur terrain principal, paraît-il.

Quelles leçons tirer à l'échelle européenne?

Du 4 au 7 juin 2009, l'Europe a procédé pour la septième fois à ce qui constitue aujourd'hui un exercice de démocratie transnationale unique au monde : la désignation au suffrage universel, par 375 millions d'électeurs, de 736 députés européens issus de vingt-sept États membres. Ces données, impressionnantes sur le papier, cachent une réalité moins enthousiasmante : les élections européennes s'apparentent de plus en plus à des élections sans électeurs. 73% des Français et 67% des Allemands interrogés fin mai n'étant pas intéressés par cette élection, le taux de participation en 2009 s'élevait à 43% dans l'UE des 27 (40,5% en France), triste record en 30 ans d'élection directe du Parlement Européen. En 2004 déjà, la bouderie était particulièrement prononcée chez les 18-24 ans : 58% d'entre eux ne s'étaient pas intéressés à ces élections. Pour 2009 et la deuxième « génération Erasmus », le taux ne sera pas plus encourageant. Le nom du vainqueur du dernier week-end électoral n'était donc ni la droite, ni la gauche, ni le centre, mais l'abstention. Bien que tournée vers l'avenir et reposant sur des principes démocratiques, l'Europe se retrouve un peu plus coupée de ses citoyens et de sa jeunesse.

Les raisons de ce désintérêt sont connues de longue date. Les élections européennes sont perçues comme un rendez-vous électoral intermédiaire, secondaire par rapport aux élections nationales et sans enjeux propres. A cela s'ajoute l'image dégradée dont pâtit l'Europe perçue

Les taux de participation en France entre 1979 et 2009

1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
60,71%	56,72%	48,8%	52,71%	46,76%	42,76%	40,48%

et vécue comme une construction par des technocrates, éloignée des préoccupations quotidiennes. On dit souvent que l'Europe se construit à travers des crises. Pourtant, le manque de coordination européenne pendant la crise économique et financière n'a pas permis que l'UE soit identifiée comme un bouclier anticrise.

Mais la réalité est, comme toujours, plus complexe. Selon le dernier Eurobaromètre, 61% des Français trouvent que face à la crise, l'apparte-

lement Européen ne cessent d'augmenter, la participation aux élections européennes ne cesse de baisser. Un troisième paradoxe enfin, c'est que sur les affiches de la campagne électorale « européenne » se trouvaient uniquement les têtes nationales les mieux connues, transformant ainsi l'élection européenne dans des enjeux purement nationaux.

Qu'on ne s'étonne cependant pas de cette énorme dimension nationale des élections européen-

nes. Dès le début de la construction européenne, les États-nations ont joué un rôle considérable et continuent de le jouer. Des enjeux européens, il y en a pléthore, et on s'en sent tous concernés : la sécurité énergétique, le changement climatique, la gestion des flux migratoires, la régulation des marchés financiers, la défense européenne. Ils jouissent d'une telle évidence pour être importants qu'on est à la fois tous d'accord et... désenchantés, puisqu'on est encore loin d'une véritable politisation



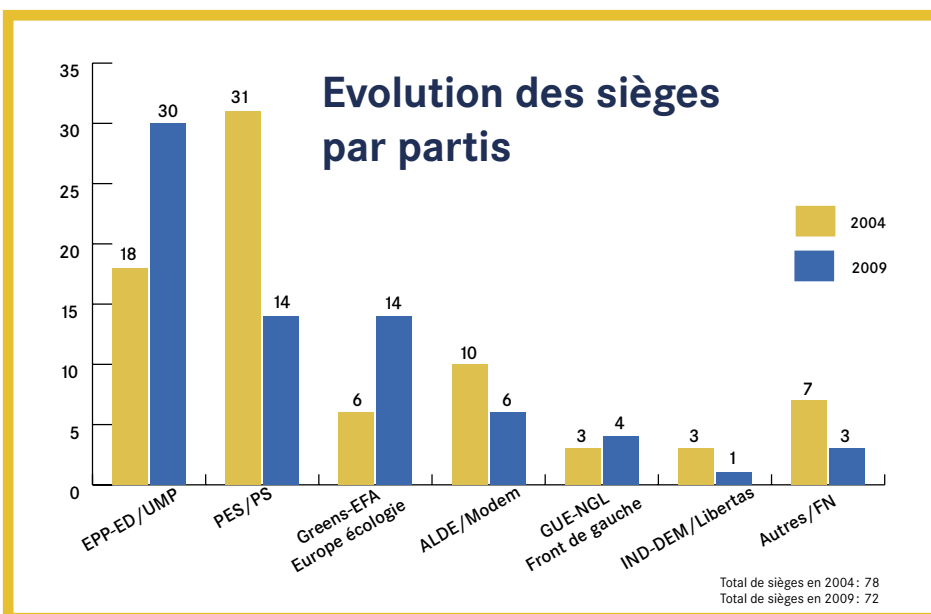
Daniel Cohn-Bendit, Europe Ecologie ; François Bayrou, président du MoDem ; Xavier Bertrand, Secrétaire général de l'UMP ; Jean-Luc Mélenchon, Front de Gauche (Source : flickr).

nance à l'UE est plutôt un atout. Ils ont, en règle générale, de plus en plus une opinion sur l'Europe ainsi qu'une grande attente de réponses européennes, mais ceci contraste avec le faible taux de participation. Le deuxième paradoxe y est lié : en même temps que les pouvoirs du Par-

de ces thèmes selon les clivages politiques qu'on connaît au niveau national. Le caractère un peu artificiel du mode de scrutin en France – 8 circonscriptions régionales au lieu d'une seule circonscription nationale lors des élections précédentes – fait que l'électeur comprend encore moins ces enjeux.

Que l'Europe n'attire pas l'attention des citoyens – français ou allemands ou hongrois ou estoniens... – est aussi dû au comportement des responsables politiques qui souvent ne mettent en avant que les inconvénients de « Bruxelles » pour se servir d'un bouc émissaire dans le débat national. Qui des responsables politiques nationaux serait par exemple prêt à dévoiler que l'UE consacre 26,9% du PIB à la protection sociale ? La première réaction de l'actuel président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a été la promesse de mieux prendre en considération désormais les débats nationaux. Si, en revanche, les leaders nationaux prenaient désormais mieux en considération les affaires communautaires, ils pourraient se rencontrer au juste milieu. Pour le bien de tous.

Wolfram Vogel voegel@dfi.de



L'Europe en mouvement ?

11^{ème} Dialogue Franco-Allemand de la Fondation ASKO EUROPA à Otzenhausen

Qu'est-ce qui fait bouger les sociétés européennes ? Quels modèles peut-on envisager pour que l'utopie européenne se réalise ? Environ 170 participants venus d'Allemagne, de France mais aussi d'autres pays européens s'étaient retrouvés les 14 et 15 Mai 2009 à l'Académie Européenne de Otzenhausen à l'occasion du 11^{ème} dialogue franco-allemand. Pour l'Europe : un espace public européen en miniature avec des personnalités de la scène économique, politique, militaire et de la société civile. Ce Dialogue a été organisé par la Fondation ASKO Europa avec ses partenaires : le Centre International de Formation Européenne (CIFE) à Nice, l'Institut franco-allemand (dfi) à Ludwigsburg, l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) à Berlin ainsi que l'Université de Trèves.

Lors du podium d'ouverture, sous la direction du Prof. Henrik Uterwedde (dfi) s'est posée la question de l'avancement du chantier Europe et de la légitimité de l'action politique. « L'Europe c'est nous, par nous et pour nous » avait déclaré le consul général de la France Philippe Cerf dans son mot de bienvenue. Il fixa ainsi le « Nous », sur lequel le Prof. Stefan Collignon (Université de Pise) enchaîna en réclamant de réunir les hommes et non pas les pays. Son plaidoyer : il y a des domaines pour lesquels les citoyens sont souverains de l'Europe. Et dans ces domaines, ils devraient aussi pouvoir voter (par exemple dans le choix du président de la commission européenne) et décider comment « leurs » biens publics (économie, sécurité, politique extérieure) doivent être gérés.

Jan Tombiński, le Polonais du Dialogue, comme il le disait lui-même, a choisi une approche plus pragmatique. Il représente son pays comme ambassadeur au sein de l'UE à Bruxelles. Pour lui, l'Europe c'est la paix, la stabilité et l'art de résoudre les conflits et les différences entre les Etats. Les crises, quelles qu'elles soient, maintiennent l'Europe en mouvement, exigent des solutions et contribuent ainsi au développement. La crise économique et financière actuelle, Tombiński la considère comme une chance de repenser l'Europe et de préparer ses membres plus efficacement à la prochaine crise.

Tout comme Collignon, le Prof. Jacques Mistral, directeur des Etudes en sciences économiques à l'Institut Français des Relations Internationales de Paris, qui a vécu six ans durant aux USA, souhaite une utopie, un débat sur une République européenne. Selon lui, l'Europe n'est pas



(d.g.à.d.) Bernhard Schneider, Mathias Jopp, Daniel Vernet, Yves Gazzo (Source: ASKO EUROPA-STIFTUNG).

suffisamment présente sur la scène internationale, en comparaison avec les USA, la Russie ou la Chine. Il veut conduire l'Europe à défendre ses intérêts et à les mettre en pratique. En Europe, Mistral voit beaucoup moins « d'espoir collectif » qu'aux USA, et pourtant, selon lui, il n'est pas à exclure que le miracle se produise, et qu'une constitution commune devienne la base d'une synergie au sein d'un peuple européen, qui se considère comme propriétaire des biens publics (res publica).

Comme chaque année, des aspects plus précis de ce thème cadre ont été abordés dans des groupes de travail avec de nombreux orateurs et la participation dynamique d'étudiants.

Continuer à construire cette utopie concrète de l'Europe, telle était la pensée principale du Prof. Frank Baasner (dfi) lors du podium de clôture. Il se demanda quelle place l'Europe peut occuper dans le théâtre mondial en tenant compte du fait que « la tendance au renforcement de l'intégration s'accompagne d'une tendance de retour à la nationalisation ». Václav Nekvapil, directeur de l'« Association for Communication in the Public Sector » de Prague l'illustra de la manière suivante : Les *pensées* dans son pays sont liées à l'interprétation de

l'histoire nationale. Cela entraîne que la question de la souveraineté politique du pays soit toujours présente lors d'événements européens actuels tels que la crise financière. Pour les questions d'ordre économique, c'est plus simple pour les Tchèques. Là, Nekvapil constate une attitude pro-européenne : « Nous payons moins que ce que nous recevons, et nous exportons 90% de nos produits vers l'UE ».



Klaus-Peter Beck (Source: ASKO EUROPA-STIFTUNG).

Philippe Herzog, président du think tank « Confrontations Europe » à Bruxelles, s'est positionné plus proche de l'utopie. Il a plaidé pour que les sociétés européennes s'assurent des valeurs fondamentales propres à leur culture – à ces valeurs appartient la recherche de la liberté (et des Droits de l'Homme), la prospérité par le progrès et le progrès par la science.

Herzog souhaite renouveler le débat sur les motivations de la société, sur ce qui la rend solidaire, et donner aux citoyens la possibilité de mettre leur pierre à l'édifice. Sa vision : « Les Européens se rassembleront par l'objectif d'une civilisation, dans le sens d'une civilisation à l'échelle mondiale, qui peut contribuer à sauver le monde ».

Brigitte Veit veit@dfi.de



(d.g.à.d.) Philippe Herzog, Frank Baasner, Václav Nekvapil, Michael Meimeth (Source: ASKO EUROPA-STIFTUNG).

Elections européennes : analyse de la situation actuelle

Première rencontre de la série „Penser l'Europe“, organisée par l'institut français de Stuttgart et l'institut franco-allemand de Ludwigsburg, en coopération avec l'IZKT de l'université de Stuttgart.

Le 6 mai, le dfi recevait Bruno Cautrès, chercheur au centre CEVIPOF de Sciences-Po Paris, pour une table ronde autour des élections européennes. Un mois avant l'échéance du 7 Juin, Bruno Cautrès et Frank Baasner, directeur du dfi, se sont penchés sur le déroulement de la campagne et sur la question plus technique du mode de scrutin. Mais au centre des débats se trouvait le taux de participation qui tend à baisser, en France comme en Allemagne et dans l'ensemble de l'UE, depuis les premières élections de 1979. Il s'avère que l'Europe n'intéresse pas ou peu. Elle n'intéresse ni les politiques, dont beaucoup ont d'autres échéances en tête ou utilisent les élections européennes pour « recycler » certaines personnalités, ni les citoyens,



Frank Baasner (à gauche) et Bruno Cautrès (Source: dfi).

qui s'abstiennent, toujours plus, alors même que le Parlement gagne en pouvoirs. Il est difficile en effet de saisir l'organisation complexe et disparate de ces élections; et la fusion des thèmes nationaux et européens rend l'ensemble confus. Si la suppression des élections est inconcevable, les solutions à ce manque de transparence sont à chercher au niveau européen. Le Parlement a besoin à la fois d'une plus grande cohérence entre une assemblée européenne et des élections européennes, et d'un vrai débat politique autour de l'Europe.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Friedrich Schiller – citoyen du monde

Dans le cadre de l'année dédiée à la mémoire du poète et philosophe Friedrich Schiller, la ville de Marbach, lieu de naissance du poète, a organisé le 28 mars une soirée de conférence-débat avec deux écrivains et intellectuels français.



René Marc Pille (Source: Stadt Marbach).

La discussion fut animée par le directeur du dfi, Frank Baasner. René-Marc Pille, germaniste, a retracé la procédure administrative compliquée qui a permis à Schiller de devenir citoyen de la jeune République française, bien que tardivement en 1798. Bien que Schiller ait été strictement opposé au régime de la terreur, il a mis en avant, dans son contexte de vie de Weimar, le fait de jouir de tous les droits d'un citoyen français. Le deuxième invité, le romancier François Vallejo, présenta son dernier roman au public allemand – le titre original „Ouest“ étant traduit en allemand par „Monsieur Lambert et l'ordre du monde“.

Le lien entre les deux parties de la soirée était assuré par le concept de liberté. Le roman de Vallejo gravite autour de l'idée de liberté, car les deux personnages principaux, le Baron de l'Aubépine grand supporteur des idéaux de la révolution de 1848, et son garde-chasse Lambert vivent un rapport complexe de hiérarchie et de lutte pour la liberté. Et l'idée de liberté était au centre de la grande oeuvre de Friedrich Schiller, une idée de liberté au nom de laquelle il a bien voulu devenir citoyen de la République française.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Rhino marche tout seul!

La mascotte pour l'espace trinational du Rhin supérieur a un nouveau site. Rendez visite au Rhino et regardez la participation de plus en plus nombreuse des citoyens. Devenez partenaire du projet !

www.rhino-rhinsup.eu

Rhino est une initiative de la société civile. Il est issu d'un concours d'idées des écoles des Beaux Arts de Mulhouse, Karlsruhe et Bâle. La Fondation Entente franco-alle-



RHINO Logo (Source: dfi).

mande (Strasbourg) et l'Institut Franco-Allemand (dfi, Ludwigsburg) portent le projet. Il s'agit d'une proposition aux six millions de citoyens, aux acteurs publics et privés de la région qui souhaitent s'engager pour une meilleure visibilité de la réalité transfrontalière commune dans l'espace

du Rhin supérieur.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Relations professionnelles dans les services publics : Une journée d'étude franco-allemande

La libéralisation progressive des services d'intérêt général et ses conséquences sur la régulation sociale fut l'objet d'une journée d'étude comparative organisée par le CIRAC (Centre d'information et de recherche sur l'Allemagne contemporaine) en coopération avec le dfi.

La rencontre a réuni le 6 avril des représentants des partenaires sociaux, des experts de la thématique traitée et des étudiants de niveau Master et doctorants.

Premier volet du projet de formation-recherche „Relations professionnelles et régulation sociale



dans les services d'intérêt général. Comparaison France-Allemagne“, mené avec le soutien du Centre Interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA), cette journée d'étude visait à enrichir la réflexion franco-allemande sur l'évolution de l'organisation des relations professionnelles et les nouveaux enjeux de la régulation sociale dans le contexte de la dérè-

glementation et de la libéralisation des anciens services publics.

Les travaux se prolongeront à l'automne 2009 et feront objet d'une publication.

Pour en savoir plus : <http://www.cirac.u-cergy.fr/debats.php>

Henrik Uterwedde uterwedde@dfi.de

(d.g.à.d.) Jean Lapeyre, René Lasserre, Henrik Uterwedde, Wolfgang Schroeder (Source: CIRAC).

Les médiateurs invisibles

Moins on les voit mieux c'est. Moins on les remarque et plus c'est discret. Cachés derrière des vitres, emprisonnés dans des boxes ou collés aux oreilles des personnalités importantes – les interprètes sont l'huile dans l'engrenage de la communication mondiale. Et on a beau se parler en anglais basique – sans les interprètes on n'ira pas loin dans la coopération politique, économique ou intellectuelle.

Le silence qui entoure cette profession fascinante a enfin été rompu : Jürgen Stähle, un Grand parmi les druides des arts linguistiques, nous fait partager ses secrets dans un livre paru récemment. Une lecture incontournable pour tous ceux qui travaillent dans la communication franco-allemande et plus généralement internationale. Encore un mot à vous, cher Jürgen: ayez l'amabilité de ne pas contrôler la version allemande de cette petite louange !

Frank Baasner baasner@dfi.de



Jürgen Stähle: *Vom Übersetzen zum Simultandolmetschen: Handwerk und Kunst des zweitältesten Gewerbes der Welt* – Stuttgart: [Franz Steiner Verlag](http://www.franz-steiner-verlag.de), 2009. – 413 p., 29,90 euros.

Frankreich Jahrbuch 2008 (annuaire sur la France)

La nouvelle livraison de cet annuaire, publié depuis 1988 par le dfi, consacre son dossier central à « La France en Europe ». Les contributions tentent d'appréhender comment la France et ses acteurs réagissent à l'eupéanisation progressive de la société et du système politique, et d'analyser l'influence des valeurs et des intérêts sur la politique européenne de la France. Parmi les contributions, notons les textes de Jean-Dominique Giuliani (Nicolas Sarkozy et l'Europe) et de Jacques Mistral (La France, la contrainte extérieure et l'Europe). D'autres contributions.

La publication (en langue allemande) est disponible prochainement aux éditions VS-Verlag für Sozialwissenschaften.

Henrik Uterwedde uterwedde@dfi.de



Deutsch-Französisches Institut (éd.): *Frankreich Jahrbuch 2008. Frankreich in Europa* – Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2009. – 285 p., 39,90 euros. Commande direct auprès de [VS Verlag](http://www.vs-verlag.de)

Le Bureau parisien du dfi



Sophie Philippidès
(Source : dfi).

Depuis 2004, le dfi entretient un bureau à Paris, situé 24 rue Marbeau. Après le retour de Wolfgang Vogel à Ludwigsburg, Sophie Philippidès assure une présence à mi temps au bureau. Madame Hélène Miard Delacroix, professeur à la Sorbonne et membre de notre Comité de Direction, a d'autre part bien voulu accepter de représenter le dfi à Paris et de contribuer ainsi à la présence de l'équipe du dfi en France.

Frank Baasner baasner@dfi.de

Agenda

17 juin

Table ronde: « Bilan des élections européennes », Institut Français, Stuttgart

18 - 19 juin

Atelier : « Développement urbain et intégration sociale des jeunes en France et en Allemagne », en coopération avec la Fondation Wüstenrot, Berlin

25 - 27 juin

Colloque annuel du dfi sur le thème « Regards français sur l'Allemagne contemporaine : Un état des lieux », Ludwigsburg

28 juin - 5 juillet

Séminaire pour jeunes journalistes français en formation, Berlin

8 juillet

Remise des clés aux DeutschMobil, Ludwigsburg

22 - 25 septembre

Programme pour journalistes de la radio française à l'occasion des élections législatives allemandes, Berlin

Hannelore Braun braun@dfi.de

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

www.dfi.de
info@dfi.de
Rédaction : Silvia Wientzek
Directeur de la publication :
Prof. Dr. Frank Baasner